

L'opposition va se réunir à Bruxelles

RD CONGO Katumbi et d'autres personnalités vont rencontrer Tshisekedi

- L'opposition veut un front uni face à Kabila.
- Mais la question d'une candidature unique est moins simple...

Au lendemain de marches organisées par l'opposition dans plusieurs grandes villes du Congo pour exiger l'organisation dans les temps d'un scrutin présidentiel, l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social) a annoncé une très prochaine rencontre de l'opposition unie à Bruxelles.

Etienne Tshisekedi, leader historique du plus vieux parti d'opposition congolais, va y rencontrer dans les jours qui viennent l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, entouré de son G7, la Dynamique de l'opposition dont est membre Vital Kamerhe, le G 14, alliés de l'UDPS et le représentant d'Eugène Diomi.

« Depuis 2010, il nous est apparu qu'il est impératif de rassembler les forces du changement, explique Bruno Tshibala, porte-parole de l'UDPS. Et encore plus depuis l'an dernier. Il est mieux de se mettre ensemble pour affronter l'ennemi commun, l'imposture de Joseph Kabila qui s'accroche au pouvoir.

Ensemble, nous demandons l'organisation sans tarder d'élections crédibles, et nous rejetons l'arrêt rendu le 11 mai dernier par une Cour constitutionnelle manipulée par le pouvoir et qui prétend autoriser le chef de l'Etat à se maintenir en fonction après le 19 décembre si l'élection n'est

pas organisée dans les délais. Comme l'a indiqué le président Etienne Tshisekedi, cet arrêt est inconstitutionnel. Et si les élections ne sont pas organisées dans les délais, Kabila doit quitter le pouvoir et remettre les clés du Palais de la Nation au plus tard le 19 décembre 2016 à minuit. »

Mais si les élections ont bien lieu, l'opposition est-elle prête pour une candidature unique ? L'UDPS est moins claire sur ce sujet : « Nous ne souhaitons pas participer à ce débat, précise Félix Tshisekedi, fils d'Etienne.

Notre priorité, c'est de dialoguer pour essayer de débloquer le processus électoral, de veiller à ce qu'il reparte sur de meilleures bases. Il faut remettre à plat le rôle de la CENI (Commission électorale nationale indépendante) ».

« La question d'une candidature unique dépend de la situation du pays, ajoute le porte-parole

de l'UDPS. *La majorité présidentielle n'aura pas de candidat crédible : qui pourrait endosser le bilan de Kabila qui a*

transformé le Congo en un mouvoir ? C'est donc à Etienne Tshisekedi qu'il revient d'incarner cet espoir, alors que le peuple veut l'alternance. »

Moïse Katumbi ne ferait-il pas un meilleur candidat de l'opposition,

plus jeune et plus en forme qu'Etienne Tshisekedi, 82 ans et de santé fragile ? Visiblement, pour l'UDPS, la question ne se pose pas. Encore faut-il que des élections soient organisées...

« Un expert de l'ONU a récemment indiqué qu'il serait encore possible d'organiser dans les temps des élections en se basant sur le fichier électoral de 2011, ajoute Félix Tshisekedi. Mais il faudrait évidemment résoudre la question de ses imperfections. C'est pour cela que nous exigeons un réel dialogue politique incluant l'opposition ! »

D'autant que le président de la Ceni, Corneille Nangaa, a annoncé qu'elle allait enrôler, à partir de fin juillet, entre « 42 et 52 millions d'électeurs » alors que la population de la RDC était estimée en 2005 à 54,3 millions d'habitants. Bidouillages ?

Et s'il n'y a pas d'élections avant le 19 décembre, date de la fin du mandat présidentiel de Joseph Kabila ? « Il était déjà illégitime après le scrutin truqué de 2011, ajoute Félix Tshisekedi, mais là, il sera clairement illégal ! S'il ne quitte pas le pouvoir, le peuple exigera qu'il le fasse. La mobilisation populaire a commencé et ne faiblira pas. L'idéal serait une solution négociée transitoire, comme cela a eu lieu en Haïti ». ■

VÉRONIQUE KIESEL

L'AVIS DE L'ALLEMAGNE

Pas un feu vert pour un 3^e mandat

Le récent arrêt rendu par la Cour constitutionnelle congolaise n'est pas un feu vert pour un nouveau mandat du président Joseph Kabila à la tête de la République démocratique du Congo, a estimé vendredi à Kinshasa l'ambassadeur d'Allemagne dans ce pays, Wolfgang Manig. Cet arrêt rendu le 11 mai sur une requête de la Majorité présidentielle autorise M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, à se maintenir en fonction si l'élection présidentielle n'est pas organisée d'ici là. (afp)



« Si Kabila ne quitte pas le pouvoir, le peuple exigera qu'il le fasse » FELIX TSHISEKEDI